



Carte d'identité

Nom: LIESENBORGHS

Prénom: Jacques

Âge: 67 ans

Activité:

enseignant, directeur, sénateur, formateur à la retraite... mais toujours actif!

Signe particulier:

dresse son bilan pour susciter le débat

Rencontre avec Jacques LIESENBORGHS à l'occasion de la publication de son livre *Écoles: notre affaire à tous!*, sélection d'articles écrits entre 1980 et 2008.

JACQUES LIESENBORGHS

Pour tous et pour demain

Quel a été votre parcours scolaire?

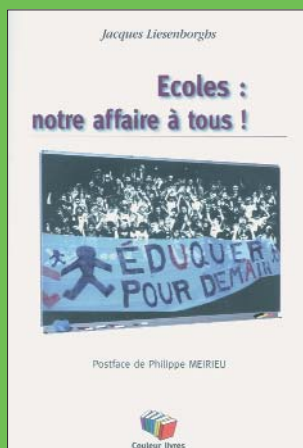
Jacques LIESENBORGHS: J'ai été élève au Collège Saint-Michel dans les années 50. Ensuite, j'ai suivi des candidatures en droit et en philologie classique et, enfin, la licence en philologie classique à Louvain. Après, j'ai pu entrer au Collège Cardinal Mercier de Braine-l'Alleud, qui représentait un modèle pédagogique assez différent de celui des Jésuites, calqué sur celui des collèges anglais, avec beaucoup de sport et un rapport profs-élèves assez direct.

Comment se sont déroulées ces années au Collège Cardinal Mercier?

JL: J'y ai enseigné pendant 5 ans et ai été élu directeur à 29 ans. Il y avait un climat - mai 68 - propice à l'innovation. L'association de parents était très dynamique mais a très vite été divisée sur le type d'initiatives à prendre, et surtout sur la place qu'on donnait aux propositions des élèves. Le collège est aussi devenu un lieu d'expression culturelle, avec des concerts d'élèves, des pièces de théâtre, etc. Cela a été une période très vivante, avec des débats assez passionnants. J'ai été directeur pendant 7 ans, mais je me suis rendu compte que j'étais plus attiré vers d'autres publics et d'autres milieux.

Vous avez alors travaillé dans les Marolles...

JL: Oui, en 1978, j'ai découvert l'enseignement professionnel, à l'Atelier Marollien. C'est une expérience exceptionnelle, fondatrice pour moi. À Braine-l'Alleud, c'était un public



très privilégié et là, je me retrouvais avec des jeunes allant d'échec en échec. J'y suis resté 8 ans, période au cours de laquelle j'ai commencé à enseigner en régendat d'abord, et à l'école normale primaire ensuite. J'ai alors eu la surprise d'être élu parlementaire. Ça a constitué une bonne expérience, mais je me suis rendu compte que j'étais socialement plus utile en formation initiale des enseignants. Et c'est là que j'ai terminé ma carrière professionnelle.

Vous avez également fondé la Confédération Générale des Enseignants...

JL: Oui, je suis co-fondateur de ce mouvement en 1970, et co-initiateur des rencontres pédagogiques d'été en 1972... Nous considérons que l'éducation permanente des enseignants, en particulier la formation continuée, devait être portée par des travailleurs de l'école et non être cloisonnée en chapelles d'enseignants. L'autre souci était d'attirer davantage l'attention des enseignants, des décideurs et du public sur l'école en milieu populaire.

À la lumière de votre expérience parlementaire, quelle est, selon vous, la capacité du politique d'influencer l'ordre des choses?

JL: Le politique se trompe en s'occupant trop de petites choses. Sa marge de manœuvre est essentiellement de veiller à une régulation du système et de veiller à ce que celui-ci soit juste. Il dispose des finances et doit répartir les budgets; il a là une très lourde responsabilité. Il y a peut-être un souci d'équité, de justice sociale, mais aussi un problème de méconnaissance de la profondeur abyssale du précipice qui sépare certaines écoles. Cela nécessite un traitement tout à fait différencié, mais beaucoup plus que ce qu'on nous annonce. Le politique pourrait susciter une vraie réflexion de fond sur un projet *"pour tous et pour demain"*.

Dans votre livre, cette expression revient à plusieurs reprises...

JL: *"Pour tous"*, c'est le souci fondateur. Le système scolaire n'est pas pensé pour tous, mais à partir de l'université et de son fonctionnement. Il a été fondé et est toujours construit pour préparer à l'université, où ne vont que 20% des jeunes! Il y a là une question qui interpelle trop peu de gens. *"Pour tous"*, c'est donc le souci majeur, qui touche d'abord l'école maternelle. Les institutrices devraient être les mieux formées et, pourquoi pas, les mieux rémunérées. *"Pour demain"*, c'est un souci qui

n'est pas non plus suffisamment présent, si l'on s'interroge sur les défis que les jeunes auront à relever dans les 10, 20 ou 30 années à venir. Si l'on commençait à s'interroger là-dessus, je pense que la grille des programmes serait solidement modifiée!

Dans quel sens?

JL: Il faudrait travailler sur des projets interdisciplinaires ou des questions fondamentales liées aux grands défis à affronter, tels que l'environnement, l'interculturalité... Je crois que cela pourrait mobiliser les jeunes autrement que les grilles saucissonnées, qui fabriquent ce qu'Edgar MORIN appelle des *"savants ignares"*.

Dans votre parcours, quel souvenir gardez-vous de situations liées à la problématique de la justice sociale?

JL: Tout au long de ma carrière professionnelle, j'ai dû être observateur ou parfois complice de la mise à l'écart de jeunes en échec scolaire mais aussi, comme à Braine-l'Alleud, de jeunes trop originaux ou trop rebelles. Si l'on se trouve dans une perspective d'éducation globale, dans laquelle on ne doit pas fabriquer de bons élèves bien formatés, mais plutôt des jeunes complets, avec tous leurs talents, et qu'on voit des profs s'acharner sur des personnalités originales, on se dit que le système fonctionne mal. Je pense qu'à ce niveau, l'expérience aide beaucoup, et c'est ce qui manque à un certain nombre de décideurs.

Il ne faut tout de même pas seulement de l'expérience...

JL: Le moteur le plus profond de l'action, ce sont les valeurs d'égalité, de tolérance, de justice, qui sont doublées d'une exigence de cohérence. Et si on est cohérent avec ces valeurs-là dans les institutions scolaires, on peut ne pas plaire à tous les parents-clients.

Comment fait-on pour, comme vous le dites dans votre livre, "attirer les meilleurs dans l'enseignement"?

JL: Deux éléments sont à prendre en compte. D'abord, le métier est extrêmement difficile, alors que l'opinion publique et certains jeunes qui le choisissent ont plutôt le sentiment que ce n'est pas trop exigeant. Or, quand on sait qu'un métier est difficile, on n'attire pas des gens qui croient qu'il est facile! Et il y a une autre dimension à prendre en compte: la considération globale de la société, qui est liée à l'image du métier, mais aussi à la rémunération.

Il y a quelques années encore, le maître avait une reconnaissance qui lui était due...

JL: Je pense que ce discours n'est pas tout à fait juste. L'instituteur avait une considération incontestée, et peut-être incontestable. Mais dans le secondaire, il y avait une profonde hypocrisie qui faisait qu'on ne contestait pas ouvertement les professeurs et qu'on laissait les enfants chahuter à mort. On entretenait beaucoup de nostalgie autour de l'école. Si chacun s'interroge un peu sur son passé, il verra que ce n'est pas si vrai que ça. Aujourd'hui, l'autorité du maître est mise en cause dès l'école primaire, mais seulement par certains. Je pense qu'on exagère parfois un peu.

À la fin de votre livre, Philippe MEIRIEU rend hommage aux militants pédagogiques. Mais ne sont-ils pas parfois énervants?

JL: À partir du moment où l'on devient prédicateur, le risque est de tomber dans la conviction qu'on est le seul à avoir raison. C'est pour cela que j'appelle au débat. Le militant pédagogique ne doit pas dire qu'il sait comment faire, mais rappeler avec impertinence, conviction, humour si possible, que le débat éducatif est prioritaire, qu'une des crises que nous vivons est éducative et touche la famille d'abord, l'école ensuite et tous les lieux d'éducation.

Et donc, pourquoi ce livre?

JL: C'est une façon de contribuer à entretenir ou à activer un peu ce débat, mais aussi, pour moi, de faire un bilan. Il s'agit d'un recueil de textes étalé sur 30 ans. Il n'est pas inutile de rappeler que des questions posées aujourd'hui le sont depuis 25 ou 30 ans. L'essentiel du propos est volontariste et indique qu'il y a moyen de sortir de l'ornière, mais que cela nécessite beaucoup d'énergie et que tout le monde s'y mette.

Que diriez-vous à un jeune enseignant qui débute?

JL: Surtout, qu'il ne faut pas travailler tout seul, que la première chose à faire, c'est trouver un(e) collègue, dans son école si possible, avec qui faire équipe, chercher, inventer, partager ses difficultés... ■

INTERVIEW FRANÇOIS TEFNIN

TEXTE BRIGITTE GERARD

1. J. LIESENBORGHS, *Écoles: notre affaire à tous!*, Couleur livres, 2008.